

La crise centrafricaine au cœur d'un entretien entre le chef de l'UNOCA et le président congolais

Brazzaville, 10 avril 2014 – Les effets collatéraux de la crise centrafricaine sur le Congo était au centre d'un entretien entre le Président Denis Sassou N'Gusso et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale, M. Abou Moussa, le 10 avril à Brazzaville. Son impact socio-politique et sécuritaire a meublé leurs échanges, qui se sont déroulés en présence du Dr. Fatoumata Binta Diallo, Représentante de l'OMS et Coordinatrice résidente par intérim du Système des Nations Unies au Congo. Ils ont exprimé le vœu que la République Centrafricaine (RCA), où environ 12 000 casques bleus seront déployés en septembre prochain, retrouve rapidement la paix afin d'ouvrir la voie à la reconstruction du pays et au développement de ses infrastructures démocratiques.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a renouvelé au Chef de l'Etat congolais la gratitude des Nations Unies pour la contribution de son pays à ce vaste chantier ainsi que pour les efforts qu'il déploie comme médiateur de la CEEAC pour favoriser la stabilité en RCA. Pour M. Abou Moussa, les Centrafricains eux-mêmes doivent s'impliquer davantage dans ce processus, y compris en œuvrant sans relâche pour la réconciliation nationale. Il avait insisté sur cette question lors de ses rencontres le 9 avril avec les Ministres de la Défense (M. Charles Richard Mondjo), de l'Intérieur et de la Décentralisation (M. Raymond Zéphirin Mboulou) et des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité (Mme Emilienne Raoul).

M. Abou Moussa, par ailleurs chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA), estime que l'aboutissement d'un tel processus pourrait constituer un début de solution à la situation de plusieurs personnes déplacées ou contraintes de quitter la RCA pour demander un abri ailleurs. Les conséquences humanitaires des violences actuelles en RCA sont en effet préoccupantes compte tenu des difficultés auxquelles sont confrontés les réfugiés accueillis par les pays voisins. D'après les estimations récentes du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), il y en a 13 875 dans le département de la Likouala (Nord du Congo), dont 80 % à Betou, près de la frontière avec la RCA. L'ONU et ses partenaires sont mobilisés, aux côtés du gouvernement congolais, pour répondre aux urgences.

Cependant, lors d'une réunion le 9 avril avec les agences du Système des Nations Unies puis avec les acteurs humanitaires, l'attention du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale a été attirée sur les nombreux défis auxquels font face les différentes parties prenantes. Le Programme alimentaire mondial (PAM) signale par exemple la menace d'une rupture de stock des céréales en juillet prochain, faute de moyens suffisants. Le HCR et l'UNICEF déplorent l'indisponibilité des enseignants qualifiés dans les écoles qui ont accueilli les élèves réfugiés, notamment dans la zone de Betou où 1700 réfugiés centrafricains de 6 à 12 ans sont inscrits. Sur le plan sanitaire et de l'assainissement, on note que les « latrines en construction ne pourront pas couvrir les besoins de 100 % des réfugiés sur place ». Au cours d'une séance de travail avec les membres du corps diplomatique, M. Abou Moussa a lancé un appel afin que ces derniers alertent leurs capitales respectives sur la nécessité d'augmenter leur assistance humanitaire aux organisations concernées.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour l'Afrique centrale poursuivra ses actions de plaidoyer à Kinshasa (République démocratique du Congo) du 11 au 15 avril. Les représentants de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), du Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD-AC) et du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en RCA (BINUCA) font partie de sa délégation.